

MALI

BULLETTIN D'INFORMATION

JANVIER - DÉCEMBRE 2022



© Aboutcharine Ag Assikabar / CICR

Les populations affectées par le conflit au Mali continuent de vivre une situation humanitaire difficile, subissant les effets combinés de la violence, des changements climatiques et de la situation économique mondiale. Les mouvements de populations se multiplient, y compris vers les grandes villes, augmentant la pression sur les ressources disponibles et les communautés hôtes. Fortement impactées par le conflit, ces populations, démunies de tout, doivent tout recommencer dans des campements de fortune, à l'exemple de Safia. Comme de nombreux déplacés, Safia a fui le conflit dans son village d'origine pour se retrouver dans la ville de Gao. Bien qu'assistée par le CICR, elle continue de porter en elle les séquelles des traumatismes.

En 2022, le CICR a continué d'intervenir aux côtés et en faveur des personnes affectées par le conflit, dans les zones les plus reculées du pays. Plus d'1,5 million personnes ont ainsi pu bénéficier de nos programmes d'assistance et de protection dans les régions du nord et du centre.

En 2023, malgré des contraintes en lien avec le contexte économique international, le CICR entend poursuivre ses interventions, en proximité avec les populations

affectées, en partenariat étroit avec la Croix-Rouge Malienne, en coordination avec les autres acteurs humanitaires et en pleine collaboration et transparence avec les autorités nationales, régionales et locales. Nous continuerons à mettre en œuvre un large éventail d'activités dans les domaines de la santé, de l'accès à l'eau, de la sécurité alimentaire, de la protection et de la promotion du Droit International Humanitaire, comme illustré dans ce document. Les efforts se poursuivront pour équilibrer une réponse d'urgence rapide et un impact plus durable qui renforce la résilience des populations.

Le CICR, qui célèbre son 160^e anniversaire en 2023, opère au Mali depuis 1965 et y a ouvert son premier bureau permanent le 23 mars 1991. Acteur exclusivement humanitaire, indépendant, apolitique et neutre, qui dialogue avec toutes les parties, nous continuons à rester aux côtés des populations les plus affectées par le conflit pour tenter, ne fût-ce que modestement, de les aider à retrouver espoir et dignité.

Merci pour votre support.

Antoine Grand
Chef de délégation



©Sidi B Diarra / CICR

QUAND LE DÉPLACEMENT CONTRAINT À UNE DÉPENDANCE

Quand les balles sifflent, la panique et la peur s'installent. Au milieu de l'agitation, des familles se dispersent. C'est dans ces conditions que Safia a été séparée de sa mère. La jeune femme se retrouve seule dans un camp de fortune et sans sa mère. Malgré le chagrin, elle doit continuer sa vie.

« Comme les autres, j'étais terrorisée en fuyant. Les tirs d'armes ont retenti durant des heures. Personne n'osait ni parler, ni pleurer » confie tristement Safia. Agée de 27 ans, elle vient de la région de Gao. Fille unique et orpheline de père depuis son enfance, sa mère a toujours été son repère. Les deux étaient inséparables avant cette journée de dimanche où tout bascula.

En février 2022, le village de Safia a été attaqué. À l'aide de camionnettes, des centaines de personnes ont pris la fuite. Durant ce voyage, Safia et sa mère ont été séparées. *« Au cours de la route, j'ai remarqué que la deuxième voiture dans laquelle se trouvait ma mère n'était plus derrière nous »* dit-elle en larmes.

Elle trouve refuge près de la ville de Gao. Comme d'autres déplacés, Safia devient dépendante de l'aide humanitaire. Sur ce site, elle se heurte à beaucoup de difficultés notamment, comment manger ? Comment avoir de l'eau potable ? Pour cause, le fleuve est à environ 1 heure de marche. Les femmes chargées de rapporter l'eau y vont 2 fois dans la journée. Cette eau n'était pas propre à la consommation, mais les habitants du camp n'avaient pas d'autres choix.

Afin de minimiser les risques de maladies hydriques et renforcer la résilience des populations, tout en préservant leur dignité, le CICR a urgemment réalisé un forage. Celui-ci fonctionne à l'énergie solaire et fournit quotidiennement 40 000 litres d'eau potable. *« Maintenant, nous consommons de l'eau à hauteur de souhait et elle ne rend plus les enfants malades »* nous explique Safia.

En dépit des efforts effectués, des milliers de personnes rencontrent encore des difficultés d'accès à l'eau potable dans ces zones. Il est essentiel de mobiliser des financements pour poursuivre et étendre l'accès à l'eau potable.

En partenariat avec les Directions Régionales de l'Hydraulique, la SOMAPEP et la SOMAGEP, le CICR réhabilite et construit des systèmes d'approvisionnement en eau dans les localités les plus affectées par le conflit. Cela inclut des puits, forages (équipés de pompes manuelles ou de groupes électropompes) mais aussi des infrastructures plus complexes composées de réseaux, de réservoirs, de bornes fontaines, d'abreuvoirs et de champs photovoltaïques.

En 2022, près de 73 ouvrages ont ainsi été réalisés à travers le pays au bénéfice de 217 095 personnes.



DES CENTRES DE SANTÉ FIXES POUR LES PERSONNES DÉPLACÉES À MÉNAKA

La santé est le bien le plus précieux dit-on. Cependant, pour les personnes déplacées, l'accès aux soins de santé reste un défi quotidien. Alors, comment se faire soigner lorsqu'on a tout perdu et que les centres de santé ne sont pas accessibles ou sont fermés ?

À Ménaka, l'insécurité accroît l'arrivée massive des déplacés des cercles vers la ville. Les périples liés à ces déplacements, impactent parfois la santé physique et mentale des déplacés. Ainsi, le seul Centre de Santé de Référence (CSRéf) de la ville s'est rapidement retrouvé débordé par l'afflux de patients.

Pour désengorger le centre, la Direction Régionale de la Santé et les différentes associations de santé communautaire des communes d'Inékar, d'Anderanboukane et de Tamalat ont mis en œuvre, en coordination avec le CICR, un projet de création de trois centres de santé fixes dans les camps de déplacés de la ville.

Pour assurer le bon fonctionnement de ces centres et la prise en charge médicale d'un important nombre des déplacés vulnérables, le CICR apporte un appui en médicaments, mobiliers et le paiement des primes pour les agents de santé qui y travaillent.

Ouverts du lundi au vendredi et de 8h à 14h et les week-ends en cas d'urgence, les centres traitent des pathologies courantes (paludisme, infections respiratoires, colique...). Un personnel varié y travaille dont : 1 médecin généraliste, 2 infirmiers, 2 sensibilisateurs, 1 gérant de médicaments, 1 hygiéniste et 1 sage-femme.

« Ces centres accueillent majoritairement des déplacés internes des 53 fractions et villages des communes d'Anderanboukane, de Inchinanane, de Tamalat et d'Inékar, mais aussi certains déplacés venus du sud-ouest de Ménaka et d'autres contrées » explique Handaty Ag Mahamad, maire d'Anderanboukane.

D'août à décembre 2022, environ 4900 personnes ont bénéficié de soins curatifs dans les centres fixes, à l'image de Guidi. Agé de 40 ans, Guidi est un déplacé interne d'Anderanboukane. Il y a quelques semaines, il souffrait de paludisme. « Je ne me sentais pas bien, j'avais des courbatures et je vomissais. Je me suis donc rendu au centre fixe et j'ai été intégralement pris en charge. J'ai bénéficié d'une consultation gratuite et le médecin m'a donné des médicaments. Maintenant, je me sens très bien » dit-il en souriant.

Dans les zones les plus affectées par le conflit, le CICR appuie une trentaine de centres de santé communautaire en médicaments, consommables, équipements, évacuations sanitaires et référencement, ainsi qu'à travers le renforcement de capacité et les primes du personnel de santé. Ces centres de santé couvrent les besoins de près de 113'000 personnes. En 2022, le CICR a également entrepris des travaux de réhabilitation dans 8 de ces structures de santé.



SUR LA ROUTE MIGRATOIRE, UN KIOSQUE MOBILE POUR RESTER EN CONTACT AVEC SA FAMILLE

Depuis 2017, l'afflux des migrants a connu une hausse importante à Tombouctou. Pour des milliers de jeunes subsahariens, cette ville est l'un des points de passage privilégié car jugé plus sûr. Tout au long de leur parcours, ils se trouvent dans une situation d'extrême vulnérabilité et doivent faire face à de multiples dangers. Privés la plupart du temps des services essentiels et coupés du soutien de leurs proches, ils ont besoin de protection et d'assistance humanitaire.

Parmi les difficultés que les migrants rencontrent dans leur aventure, figurent la perte de contact avec leurs proches. Cela s'explique souvent par la perte de leurs moyens de communication ou encore par manque de moyen financier.

Ainsi, pour aider les migrants à maintenir ou renouer le contact avec leurs familles, la Croix-Rouge Malienne (CRM) avec le support du Comité International de la Croix-Rouge (CICR) a déployé un kiosque mobile dans la ville de Tombouctou. Géré par des volontaires de la CRM, ce kiosque permet aux migrants de contacter leur famille par téléphone, de leur adresser des messages croix-rouge et d'enclencher des demandes de recherches.

« A mon arrivée je n'avais ni argent ni téléphone pour joindre ma famille. J'ai été informé de l'existence de ce service par un autre migrant. Aussitôt, j'ai été au kiosque et j'ai pu contacter ma famille qui m'a envoyé un peu d'argent » affirme Gilbert, un migrant.

Aussitôt mis en place, ce kiosque a permis aux volontaires Croix-Rouge de développer leurs activités et d'être plus efficaces et plus proches des personnes vulnérables. *« Ce kiosque a été très bénéfique ; il a permis non seulement d'avoir une bonne visibilité de notre programme de rétablissement du lien familial, mais aussi de nous rapprocher des personnes vulnérables qui ont besoin de ce service. »* témoigne

Hassane Sango, coordinateur RLF à la CRM de Tombouctou.

Au Mali, 7 kiosques mobiles ont été installés à Bamako, Mopti et Tombouctou.

Le CICR et la Croix-Rouge Malienne aident les familles à retrouver leurs proches disparus ou arrêtés en lien avec le conflit. Les appels téléphoniques et les messages Croix-Rouge (lettres ouvertes qui ne contiennent que des nouvelles familiales) permettent ainsi aux membres de familles séparées et aux migrants de renouer et de maintenir le contact familial. Le CICR et la Croix-Rouge Malienne réunifient également avec leurs familles les enfants séparés de leurs parents en raison du conflit, y compris ceux qui étaient associés aux forces ou groupes armés.

En 2022, le CICR et la Croix-Rouge Malienne ont ainsi facilité 14841 appels téléphonique, l'échange de 791 messages Croix-Rouge, la réunification de 24 familles et ont résolu 141 cas sur 752 nouvelles demandes de recherche ouvertes.

Le CICR soutient également les autorités dans la gestion de dépouilles mortelles, pour s'assurer que ces dernières soient inhumées dignement et que les familles puissent être informées.



UNE NOUVELLE JAMBE ET UNE NOUVELLE VIE POUR ALIOUNE

Un conflit armé n'épargne personne et il fragilise davantage les enfants. La vie d'Alioune bascula à 6 ans lorsqu'il a été amputé de la jambe à la suite d'une blessure par balle.

Un jour de mars 2015 à Gao, Alioune jouait au ballon avec ses amis près de la concession de sa grand-mère chez laquelle il vivait. Soudainement, des tirs ont retenti et une balle atteignit le garçon à la jambe.

Transporté d'urgence à l'Hôpital de Gao, le verdict médical est sans appel : « Les médecins nous ont dit que la jambe était irrécupérable, car les os avaient été broyés. Ils l'ont donc amputé », s'exprime tristement Hounedjata, sa mère.

Une fois sorti de l'hôpital, Alioune retourna chez ses parents à Mopti. Il entama sa nouvelle vie et dû affronter les nombreux défis liés à sa condition de personne en situation de handicap. La première épreuve a été de braver les regards inquisiteurs et la stigmatisation. « Tu n'as qu'une seule jambe, me disaient-ils », se souvint Alioune, attristé.

Brimé à cause de son handicap, Alioune finit par abandonner l'école à la 4^e année. Pour pouvoir prendre soin de lui, ses parents étaient obligés de s'endetter. Ils avaient perdu tout espoir de le voir un jour marcher et vivre normalement.

Un jour, la mère d'Alioune apprit l'existence du service d'appareillage et de rééducation physique proposé par le Centre Régional d'Appareillage Orthopédique et de Rééducation Fonctionnelle (CRAORF) de Mopti, soutenu par le CICR. Aussitôt, Hounedjata y amena son garçon. Sur place, Alioune a obtenu gratuitement une

prothèse toute neuve ainsi que des séances de rééducation physique.

« Donner une prothèse à un patient, c'est lui restituer au moins sa physiologie. Cela lui apporte beaucoup de soutien psychologique. Et mieux que ça, c'est lui rendre ainsi sa motricité et son autonomie », explique le docteur Kinta, directeur du CRAORF de Mopti.

« Cette nouvelle jambe me permet de commencer une nouvelle vie, d'aller à l'école sans difficulté et de devenir plus tard médecin pour aider les gens », confie Alioune, les yeux lumineux.

Le CICR appuie depuis de nombreuses années le Centre National d'Appareillage Orthopédique du Mali (CNAOM) et ses 3 antennes régionales de Mopti (construit et équipé par le CICR en 2021), Tombouctou et Gao pour la prise en charge des personnes affectées par le conflit nécessitant un appareillage orthopédique et des soins kinésithérapeutiques. Il soutient également le Centre Père Bernard Verspieren de Bamako.

En 2022, ce soutien a permis le nouvel appareillage de près de 919 patients (dont 731 entièrement pris en charge par le CICR) pour un total de 12 787 consultations dans ces 5 centres.

KIDAL : RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS FACE AUX MULTIPLES DÉFIS

En 2022, le conflit et la violence armée ont poussé des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants à se réfugier dans la région de Kidal en quête de sécurité. Ce mouvement de population a exercé une grande pression sur les ressources des communautés d'accueil qui s'amenuisent. À cela s'ajoute les aléas climatiques qui ont grandement impacté les moyens d'existence et de subsistance des ménages vivant principalement de l'élevage, de l'agriculture et du commerce.



« Trois de mes moutons mourraient de faim. Dès que j'ai reçu le tourteau de coton et son de blé, je leur en ai donné. Aujourd'hui, ils se portent mieux et récupèrent de la force », explique Aghaly, un éleveur à Aguelhoc.



« En 2022, beaucoup d'éleveurs ont perdu une partie de leur bétail à cause des maladies contagieuses. Cette campagne est très réconfortante pour nous. Une fois vaccinés, nos animaux ne tombent plus malades », se réjouit Rhissa un éleveur de Intadeyni.



« Avec les produits récoltés, nous arrivons à subvenir aux besoins de nos familles et à acheter d'autres outils pour continuer notre activité », confie Erzagh, un maraicher à Intikoi.



Pour chaque victime de conflit, l'incertitude règne. L'aide humanitaire loin de suffire n'est pas éternel. C'est pourquoi le CICR renforce la résilience des communautés via des projets développés avec eux.

Pour répondre à l'insécurité alimentaire qui frappe le Sahel, et en collaboration étroite avec le Ministère du Développement Rural et les services vétérinaires régionaux, le CICR met à disposition un service de vaccination contre les principales maladies animales dans les zones les plus affectées par le conflit (4 316 433 animaux toutes espèces confondues ont ainsi été vaccinés durant la saison 2021-2022 au profit de 112 528 ménages ou 675 168 personnes).

En collaboration avec le Ministère du Développement Rural, le CICR appuie également la production agricole des ménages vulnérables dans les zones les plus affectées par le conflit à travers la distribution de semences, outils, équipements et/ou engrais, qu'il complète au besoin avec une ration alimentaire pour la protection des semences (9 787 ménages ainsi assistés en 2022).



© Aboutpactine Assikahar/CICR

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE : UNE AUTRE RÉALITÉ QUI ÉPROUVE LES VICTIMES DU CONFLIT

Le Mali est en proie à un conflit armé dont les conséquences sont aggravées par les effets du changement climatique. La diminution et la mauvaise répartition des précipitations, l'avancée du désert ou encore la disparition progressive des moyens de subsistance des populations se font durement sentir.

Chaque jour, des milliers de femmes et d'enfants marchent des kilomètres pour ramener de l'eau. Un parcours qui les expose à des risques d'agression, d'engins explosifs improvisés ou encore de braquage.

« Avant, on quittait la maison à 5h du matin pour rejoindre les mares lointaines. On ne revenait qu'aux environs de 12h pour ensuite vaquer à d'autres occupations » se désole Fati, une déplacée.

Aussi, les arbres meurent, les pâturages et de nombreuses surfaces maraîchères se réduisent, les bâtiments et les habitations sont engloutis par les dunes.

Face à ces bouleversements, le CICR adapte ses programmes et sa réponse pour soutenir et renforcer la résilience des communautés. Cette adaptation passe par la réalisation de points d'eau supplémentaires, comme des puits à grand diamètre et des barrages servant à stocker les eaux de ruissellement dans les oueds.

« Ce réservoir est une aubaine. Aujourd'hui, on a accès à l'eau à moins de 15mn de marche ; c'est un vrai bonheur » témoigne Faty.

En collaboration avec les communautés, le CICR s'attelle à lutter contre l'ensablement. Cette technique consiste à ériger des palissades en carré avec les branches mortes d'un arbuste appelée : leptadenia pyrotechnica. Une autre approche consiste à planter en ligne des arbres ou des herbes sur les dunes.

En plus de protéger les moyens de subsistance, les habitations et infrastructures, ces actions améliorent les revenus des familles vulnérables. En effet, ce sont elles qui mènent cette activité en contrepartie d'une compensation financière. Cet argent leur sert à subvenir à des besoins essentiels : se nourrir et se soigner.

En 2022, le CICR a également initié 2 projets innovateurs liés aux risques climatiques : production de fourrage vert en hydroponie, et partenariat avec Mali Météo

www.icrc.org
www.facebook.com/CICRMali
www.twitter.com/CICR_Mali

Délégation au Mali
Quartier Hamdallaye
ACI 2000 - Rue 239
BP 58 Bamako - République du Mali
T +223 20 29 72 14
F + 223 20 29 72 16
Email : bam_bamako@icrc.org

Sous-délégation de Gao
Quartier Chateau Secteur 4, Rue 454
BP 126 Gao - République du Mali
T +223 21 82 13 52/06
F + 223 21 82 00 14
Email : gao_gao@icrc.org

Sous-délégation de Tombouctou
Quartier Hamabangou, Tombouctou
T +223 75 99 73 77
Email : tom_tombouctou@icrc.org

Sous-délégation de Mopti
Million Kin, Rue 220
T +223 21 42 16 70 / 21 42 16 71
F +223 21 42 16 77
E-mail : mop_mopti@icrc.org

Sous-délégation de Kidal
Quartier Etambar, Kidal
T +223 75 99 73 76
Email : kdl_kidal@icrc.org

Bureau de Menaka
2^{ème} Quartier, en face de Radio ADR,
Mobile +223 75 99 58 37



CICR

LES ACTIVITÉS DU CICR AU MALI

QUELQUES CHIFFRES DE JANVIER À DÉCEMBRE 2022

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

 **196 260** INDIVIDUS

ont bénéficié d'une assistance alimentaire entièrement pris en charge dans les 3 hôpitaux soutenus à Gao, Mopti et Kidal.

 **1 843** MÉNAGES VULNÉRABLES

appuyés en espèce pour avoir travaillé dans le cadre des projets communautaires.

 **4 316 433** ANIMAUX VACCINÉS

durant la saison 2021-2022 au profit de 112528 ménages.

 **10 690** MÉNAGES D'ÉLEVEURS

assistés en aliment pour bétail.

 **631** MICRO-PROJETS

entrepreneuriaux soutenus.

 **15 667** MÉNAGES

assistés en production céréalière, semences maraichères, outillages et réhabilitation de périmètres irrigués.

 **277** PRODUCTEURS

appuyés en multiplication de semences.

SANTÉ

 **21 991** PATIENTS

blessés, urgences et autres cas vulnérables entièrement pris en charge dans les 3 hôpitaux soutenus à Gao, Mopti et Kidal.

 **28** CSCOM

soutenus dans les zones les plus affectées.

 **731** PATIENTS

appareillés en prothèses et orthèses entièrement pris en charge dans les 5 centres orthopédiques soutenus.

 **20** ASSISTANTS PSYCHOSOCIAUX

soutenus dans 7 CSCOM pour accompagner les victimes de traumatismes psychologiques.

 **1 465** PERSONNES

dont 523 porteurs d'armes formées en premiers secours.

RÉTABLISSEMENTS DES LIENS FAMILIAUX

 **24** PERSONNES

réunifiées avec leurs familles.

 **791** MESSAGES CROIX-ROUGE

et appels téléphoniques ont été facilités pour des personnes détenues.

 **141** CAS

résolus de personnes disparues sur 752 cas enregistrés.

 **14 841** APPELS

téléphoniques facilités pour les personnes déplacées, les réfugiés et les migrants.

DÉTENTION

 **110** VISITES DE DÉTENU

effectuées dans 23 lieux de détention.

 **4204** DÉTENU

assistés à travers des activités d'amélioration des conditions de vies (réhabilitation, construction d'infrastructure).

 **3500** DÉTENU

assistés en produits d'hygiène mensuellement et 800 autres trimestriellement.

EAU ET HABITAT

 **73** OUVRAGES

d'accès à l'eau réalisés pour 217095 personnes à travers le pays.

 **27** OUVRAGES

puits, forages et parcs de vaccination pour les bétails réalisées.

PRÉVENTION

 **7 000** PERSONNES

dont environ 3 000 porteurs d'armes, ainsi que des membres du pouvoir judiciaire, leaders locaux, journalistes et blogueurs sensibilisés sur les principes de base du droit des conflits armés et les principes humanitaires.

 **613** MILITAIRES

ont bénéficié de 18 formations spécialisées en DIH. D'autres ont participé à des séminaires et conférences internationales.

PARTENARIAT AVEC LA CROIX-ROUGE MALIENNE (CRM)

 **8** ACCORDS DE PARTENARIAT

dans les domaines de la réponse aux urgences, d'assistance, de protection et de renforcement des capacités.